

L'illettrisme

Quand l'écrit pose problème

Stéphanie Vanhooydonck
et
Silvia Grossenbacher

Avant-propos

par Ruth Dreifuss, Conseillère fédérale

En 1999, l'association «Lire et écrire» a transmis une pétition («Lire et écrire: un droit») avec plus de 25'000 signatures au Conseil fédéral, demandant que des mesures soient prises en matière de prévention, de sensibilisation et de formation dans le cadre de l'éducation des adultes. Il s'agissait principalement d'œuvrer en faveur d'une amélioration des compétences dans les domaines de la lecture, de l'écriture et du calcul puisque ces dernières, selon plusieurs sources, seraient insuffisantes pour une partie non négligeable de la population résidant en Suisse. L'étude PISA menée par l'OCDE soulignait en décembre 2001 cet état de fait, en indiquant notamment que 20% des élèves ayant achevé leur scolarité obligatoire en Suisse étaient à peine capables de comprendre et d'interpréter un texte simple.

Pour avoir une meilleure image de la dimension réelle du problème, il nous fallait encore affiner notre réflexion. Avec le présent rapport, mené en étroite coopération avec les milieux intéressés, nous disposons désormais d'informations plus complètes.

Or, que constatons-nous? L'illettrisme est un phénomène dont les causes sont multiples et trouvent leurs racines dans les sphères familiale, scolaire, personnelle et relationnelle notamment. Ses conséquences sont à la fois individuelles – par exemple manque de confiance en soi, difficultés pratiques quotidiennes, choix professionnels restreints – et sociétales: affaiblissement de la cohésion sociale, émergence d'une société à deux vitesses ou obstacles posés à l'exercice de la citoyenneté. De surcroît, l'illettrisme est victime d'un tabou social important conduisant à une méconnaissance de ses implications.

Pour briser ce non-dit et pour encourager l'acquisition des compétences linguistiques tant chez les adultes que chez les jeunes, des stratégies globales sont donc nécessaires. Parmi les mesures indispensables au niveau singulier, citons la détection précoce des enfants en difficulté, la prévention en milieu scolaire, le développement de l'apprentissage linguistique ou des actions plus ciblées par exemple pour les personnes migrantes. Parmi les interventions sur le plan de la société, mentionnons la sensibilisation des milieux politico-administratifs quant à l'étendue du phénomène, des campagnes d'information permettant à la population de prendre conscience du problème et des recherches contribuant à mieux cerner le sujet. De telles stratégies ne peuvent être mises en œuvre que si elles sont menées de front par l'ensemble des acteurs intéressés: cantons, milieux économiques, organisations non-gouvernementales et Confédération.

Au sein de cette dernière, je m'estime tout particulièrement concernée puisque mon département – le Département fédéral de l'intérieur (DFI) – se situe au confluent de plusieurs des secteurs intervenant dans la problématique de l'illettrisme. En effet, il regroupe entre autres les offices fédéraux se préoccupant de l'éducation et de la science, de la culture et de l'assurance sociale. Ce dernier domaine ne peut être nié, car, même si l'illettrisme concerne aussi les classes moyennes, il touche malgré tout davantage les segments les plus précarisés de la société.

Je me sens aussi particulièrement concernée en tant que citoyenne qui, chaque jour, non seulement peut fonctionner sans difficulté au sein d'une société prônant rapidité et efficacité, mais aussi peut profiter en tout temps du plaisir de la lecture d'un livre ou d'un article. Bien souvent, la joie que

suscitent en moi certains textes m'aide à mieux gérer un quotidien exigeant et permet des discussions enrichissantes ou passionnées avec des amis ou des gens rencontrés au hasard des chemins. Et j'aimerais tant que chacune et chacun d'entre nous puisse avoir accès à cette simple source de plaisir.

Par conséquent, je souhaite engager le DFI non seulement dans la poursuite de ses activités présentes en la matière mais aussi dans leur essor, en faisant en sorte que la promotion des compétences linguistiques devienne l'une de nos principales priorités d'action. Il ne s'agira pas seulement de développer des mesures spécifiques – campagne, soutiens aux ONG, etc. – mais aussi de mieux intégrer cette dimension dans l'ensemble de nos programmes et de nos interventions.

Savoir lire et écrire reste un droit à conquérir

Christoph Reichenau
Directeur suppléant de l'Office fédéral de la culture

Bien que la formation de base soit un droit fondamental, la lecture et l'écriture ne coulent pas de source. Preuve en est les résultats de l'étude PISA ¹: à la fin de la scolarité obligatoire, un tiers des élèves n'arrivent pas à comprendre et à interpréter un texte simple et 20 autres pour cent sont tout juste capables de le faire. On peut donc se faire du souci pour leur avenir et l'avenir de la société entière. Comment ces jeunes adultes traîneront-ils ce handicap tout au long de leur vie professionnelle et privée? Comment vivront-ils avec ces lacunes?

Fort heureusement, la possibilité d'apprendre ou de réapprendre à lire et à écrire existe. Seulement, l'offre de cours est encore trop dispersée et les moyens financiers à disposition sont malheureusement trop faibles.

Le rapport de tendance sur l'illettrisme, réalisé à la demande des milieux intéressés, est un instantané de l'illettrisme ou analphabétisme fonctionnel: une photographie qui décrit comment ce phénomène est appréhendé par les milieux scolaires et éducatifs et quelles sont les réponses qui lui sont données aujourd'hui. Ce rapport permet à tout un chacun de prendre connaissance de la problématique de l'illettrisme et de voir quelles sont les pistes actuellement proposées pour lutter contre l'illettrisme et le prévenir.

L'illettrisme est un phénomène complexe qui s'étend bien au-delà des milieux défavorisés. Même si la plupart des personnes rencontrant des difficultés à lire et écrire sont intégrées, ont un travail, une famille, les lacunes sont ressenties comme difficiles à vivre: l'illettrisme est étroitement lié à des désarroi sociaux et économiques. Bien qu'un bon nombre de personnes en difficulté de lecture et d'écriture développent des stratégies admirables de contournement, leur détresse peut apparaître lors de changements dans leur vie: licenciement ou nouvelle orientation professionnelle, séparation, enfants en âge de scolarité ...

C'est au moment où les personnes en difficulté de lecture et d'écriture ressentent l'envie ou le besoin de réapprendre que la possibilité doit exister pour tous, indépendamment de leurs ressources financières, de leur âge, de leur origine sociale, de leur culture.

Que fait la Confédération aujourd'hui?

L'enseignement scolaire relève d'une manière générale de la compétence des cantons. L'instruction publique reconnaît le problème de l'illettrisme et mène des recherches pédagogiques pour améliorer les techniques d'apprentissage en classe. Cependant, il serait erroné de prétendre que l'instruction publique est seule responsable de la prévention de l'illettrisme. C'est pourquoi l'Office fédéral de la culture (OFC) soutient différentes institutions et associations faîtières qui agissent en faveur de la

¹ PISA: Programme international pour le suivi des acquis des élèves. Ce projet de recherche, lancé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a été réalisé en Suisse conjointement par l'Office fédéral de la statistique (OFS) et la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Le premier cycle d'enquête a eu lieu en 2000.

prévention de l'illettrisme auprès des enfants et des jeunes, voire des adultes. Ces organisations sortent la lecture de son cadre scolaire et rendent le monde des livres et de la lecture plus ludique. Il s'agit de:

- Jeunesse et médias Suisse: une association qui s'occupe de la recherche sur la littérature et les médias pour la jeunesse et qui s'attache à promouvoir la lecture et la maîtrise des médias auprès des jeunes.
- Livre sans frontières: une association qui regroupe les bibliothèques interculturelles. En offrant des livres en langues étrangères, elle permet aux enfants d'apprendre à lire et de lire dans leur langue maternelle et aux adultes de garder des liens avec leur culture d'origine.
- L'Œuvre suisse des lectures pour la jeunesse (OSL) offre des brochures dans les quatre langues nationales. Depuis peu, elle met à disposition des degrés inférieur et moyen de l'instruction publique des cédéroms multilingues.
- Bibliomedia Suisse (anciennement Bibliothèque pour Tous): œuvre en faveur de la promotion des bibliothèques publiques et de leur soutien. Une collection spéciale de livres faciles destinés aux adultes en difficulté de lecture et en situation de réapprentissage est disponible.

Alors que les quatre organisations précédentes agissent en amont, Lire et écrire s'attaque au mal déclaré: cette association cherche à donner une réponse au problème de l'illettrisme en organisant des cours de formation de base destinés à des adultes en situation d'illettrisme.

Avec ce réseau de partenaires, l'Office fédéral de la culture contribue modestement à la prévention de l'illettrisme et à la lutte contre l'illettrisme.

Quelles mesures pour l'avenir?

Il est évident que l'OFC n'a pas les moyens d'éradiquer seul ce phénomène. L'essentiel de l'effort doit donc se porter sur la formation dans son ensemble: la formation ne s'arrête pas à la fin de la scolarité obligatoire, elle continue tout au long de la vie. Des liens doivent être tissés entre les domaines de l'économie, de l'intégration et des formations – scolaire, professionnelle, en entreprise; ainsi il sera possible de mettre sur pied une politique commune, adaptée à chaque échelon, pour prévenir l'illettrisme et le combattre.

Le «Forum formation continue» aura ici un rôle essentiel à jouer et il est prêt à s'engager. Plate-forme réunissant les partenaires publics et associatifs ² du domaine de la formation continue, il offre ainsi un lieu de dialogue et de développement de politiques de lutte contre l'illettrisme, l'un de ses buts étant de surmonter les frontières entre le système de formation en place et les autres cadres d'apprentissage. Nous sommes également conscients qu'il est nécessaire de doter ces politiques de formation de mécanismes de financement stables partagés entre les divers partenaires. Il ne peut y avoir de réelle politique de lutte contre l'illettrisme sans un dispositif de financement qui permette par exemple d'assurer le professionnalisme des formateurs, l'achat d'outils pédagogiques ou des tarifs de cours abordables pour tous.

Organiser une politique publique de lutte contre l'illettrisme, c'est aussi agir pour plus de liberté et d'égalité. Plus d'égalité, en donnant à chacun les mêmes chances d'apprendre ce dont il a besoin, tout au long de sa vie. Plus de liberté, en permettant à chacun de conquérir sa place dans la société et d'y participer.

² Les partenaires du «Forum formation continue» sont: l'Office fédéral de la culture, l'Office fédéral de l'éducation et de la science, l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie, le Secrétariat d'Etat à l'économie, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, Pro Helvetia.

Résumé

Briser les tabous liés à l'illettrisme par une campagne nationale d'information et de sensibilisation

L'évolution économique et sociale, souvent qualifiée de passage à l'«ère de l'information» ou d'entrée dans la «société du savoir», impose aux individus de toujours mieux saisir et utiliser les informations écrites, même dans leur vie quotidienne. Cette compétence est appelée «literacy» en anglais. Les études comparatives internationales de l'OCDE sur les compétences en lecture, menées depuis le milieu des années 90, montrent qu'il existe des écarts entre la demande sociale pour de telles compétences et celles effectives de la population. Les enquêtes les plus récentes de l'OCDE dans ce domaine ont montré que, en Suisse, 9% de la population adulte autochtone disposait d'un bas niveau de compétences en lecture. Ces personnes éprouvent des difficultés à tirer les informations clés d'un texte courant (posologie d'un médicament, par exemple.) Le pourcentage de personnes ayant de faibles compétences dans la langue nationale de leur lieu de résidence est encore nettement plus élevé parmi la population immigrée de langue étrangère (63%). A cela s'ajoutent 31% d'autochtones et 20% d'immigrés de langue étrangère dont les compétences suffisent pour affronter le quotidien, mais pas les nouvelles exigences (du marché du travail, par exemple). Ainsi, plus d'un tiers de la population autochtone et quatre cinquièmes de la population immigrée courent le risque, en Suisse, de ne pouvoir suivre l'évolution en cours relative à la maîtrise des informations écrites.

Dans le présent rapport, nous avons appelé «illettrisme» le phénomène selon lequel des personnes ayant fréquenté l'école pendant neuf ans maîtrisent mal les compétences à traiter les informations écrites (lire et écrire principalement) que l'école obligatoire est censée leur transmettre et jugées indispensables à la vie actuelle. L'illettrisme est ainsi considéré comme un problème de société qui ne peut être récupéré ni pour culpabiliser les personnes concernées, ni pour les étiqueter, ni pour les exclure. Une telle conception de la problématique, qui considère les compétences à utiliser et à traiter le langage écrit comme une variable continue, évite de faire la distinction entre les personnes qui maîtrisent ces compétences et celles qui ne les maîtrisent pas.

L'écart existant entre la demande sociale et les compétences effectives de la population ne constitue pas seulement un danger potentiel pour les individus concernés, mais également pour la société dans son ensemble. La forte valorisation des compétences en lecture et écriture et le rôle clé qu'elles jouent dans le processus de sélection scolaire font toutefois naître chez les personnes qui les maîtrisent mal des sentiments de culpabilité et de honte, tabous pour la collectivité.

Une campagne de grande envergure pourrait servir à les briser, à permettre une appréciation réaliste de l'écart évoqué, et également à planifier et à consolider des stratégies de prévention appropriées et des mesures efficaces de lutte contre l'illettrisme. Cette campagne nationale de grande envergure devrait remplir les critères suivants:

- informer aussi objectivement que possible des risques individuels et collectifs liés à l'illettrisme, sans culpabiliser personne;
- adopter une approche centrée sur les potentialités et non les déficiences individuelles et souligner que le changement implique aussi de relever de nouveaux défis;

- motiver les enfants, les adolescents et les adultes à améliorer leurs compétences à saisir et à utiliser le langage écrit;
- utiliser différents canaux d'information et de communication (médias), se dérouler dans toutes les régions du pays et s'adresser également à la population de langue étrangère;
- impliquer dans la planification et le déroulement de la campagne les milieux concernés et engagés dans la thématique;
- être évaluée quant à son efficacité.

Etudier les causes et les effets de l'illettrisme dans leur complexité

Le rapport met en évidence la difficulté à cerner tant les causes que les conséquences de l'illettrisme, car elles dépendent de relations multiples entre des facteurs familiaux, scolaires, personnels, relationnels, etc. Döbert-Nauert parle à ce propos de «chaîne discriminatoire». De plus, un même facteur a des effets différents d'un individu à l'autre, en fonction de son histoire de vie et contexte personnel.

En ce qui concerne les causes, si l'illettrisme est en corrélation avec l'ensemble des détresses économiques et sociales, il n'en est toutefois directement ni la cause, ni la conséquence, mais les aggrave et les prolonge. L'étude de la condition sociale, par exemple, montre que l'illettrisme s'étend au-delà des milieux déshérités jusqu'au sein des classes moyennes, et n'est pas absent des classes supérieures. Quant aux liens entre contexte économique et illettrisme, les interprétations divergent. Si pour un certain nombre de chercheurs les innovations technologiques ont des répercussions seulement sur un nombre restreint de spécialistes hautement qualifiés pour lesquels les exigences professionnelles augmentent, pour d'autres chercheurs, en revanche, ces innovations entraînent une complexification croissante de l'ensemble des tâches et des fonctions impliquant l'acquisition de compétences de plus en plus poussées. Selon cette vision des choses, les illettrés ont une peine grandissante à trouver leur place dans la société en général et dans le monde du travail en particulier. L'illettrisme est également interprété comme l'expression d'un handicap linguistique global, résultant de la solitude dans laquelle s'est déroulé l'apprentissage linguistique. Il est aussi établi que la fréquence de pratique des compétences de base n'en détermine pas directement le niveau. En effet, les jeunes ou adultes ayant obtenu de bons résultats aux tests sur les compétences de base (lire, écrire et calculer) ne lisent, n'écrivent ou ne calculent pas tous régulièrement. Finalement, la majorité des chercheurs et des personnes interrogées s'accordent à dire que l'apprentissage de ces compétences ne se limite pas à une technique, mais qu'il s'agit d'une pratique culturelle dont les premières bases sont jetées dès l'enfance.

Pour ce qui est des conséquences de l'illettrisme, elles ont, à l'instar des causes, une dimension à la fois microsociale (dépendance, manque de confiance en soi, exclusion, possibilités restreintes d'agir et de choisir une profession, promotions professionnelles difficiles, risque accru de licenciement, incapacité à assimiler de nouveaux apprentissages, etc.) et macrosociale (affaiblissement de la cohésion sociale, émergence d'une société à deux vitesses, difficultés à exercer sa citoyenneté, etc.). Un certain nombre de chercheurs relèvent que du point de vue d'une appréciation théorique des exigences du travail, de la vie quotidienne, de la participation politique et des loisirs cultivés, ces insuffisances sont évidentes, mais pas du point de vue subjectif des intéressés. Beaucoup d'entre eux sous-estiment leurs difficultés.

Quant à la méthodologie utilisée dans les recherches internationales comparatives sur les compétences de base, bon nombre de chercheurs la critiquent sur différents points. Les facteurs retenus dans ces enquêtes ne seraient pas en eux-mêmes des causes d'échec, mais probablement les interactions de ces variables entre elles et avec d'autres, interactions qu'il s'agirait au préalable de contrôler et de clarifier théoriquement. Parallèlement au travail sur la méthodologie quantitative, ils soulignent la nécessité de

mener des recherches qualitatives, multidisciplinaires et longitudinales, retraçant les parcours personnels et scolaires des personnes concernées pour aborder le phénomène sous un angle plus clinique et individuel.

Le phénomène de l'illettrisme est donc complexe à cerner et à expliquer. Ses causes et ses conséquences ne sont que partiellement connues à ce jour, car insuffisamment étudiées dans leurs interrelations. Pour mieux comprendre l'illettrisme et ses implications, il est indispensable de renforcer la recherche dans ce domaine. Celle-ci comprend l'étude quantitative et qualitative de nouveaux facteurs et leurs interrelations selon des approches longitudinales et multidisciplinaires, ainsi que l'affinage méthodologique des enquêtes comparatives internationales sur les compétences de base. Des moyens financiers adéquats doivent être prévus à cet effet. L'objectif est de mettre en évidence les facteurs explicatifs de l'illettrisme sur lesquels il serait possible d'agir. Une compréhension large du phénomène est indispensable à un travail de conscientisation politique et sociale efficace et à la mise en œuvre d'une stratégie de lutte de grande envergure, claire, ciblée et concertée, tant à l'intérieur du système éducatif que dans d'autres domaines. La recherche sur l'illettrisme doit être développée rapidement, en parallèle aux dispositifs et mesures envisagés dans d'autres domaines.

Intervenir d'urgence au niveau de la scolarité obligatoire

Les études comparatives internationales ont montré que l'illettrisme ne concernait pas seulement les adultes, mais aussi une partie des adolescents dont les compétences à saisir et utiliser les informations écrites étaient insuffisantes au sortir de la scolarité obligatoire. Parmi ces enfants et adolescents, sont surreprésentés les garçons, les catégories sociales les moins favorisées et les jeunes dont la langue parlée est autre que la langue de l'enseignement. Ce constat est renforcé par les récents résultats des recherches sur les compétences en lecture effectuées dans le cadre du programme PISA de l'OCDE. Selon cette enquête PISA, 20% des adolescents en Suisse ont de très faibles compétences en lecture au terme de leur scolarité obligatoire. Les experts de l'OCDE estiment que 7% d'entre eux rencontreront de sérieuses difficultés dans la suite de leurs études. Si l'on veut prévenir l'illettrisme, il est donc urgent d'intervenir au niveau de la scolarité obligatoire également. La littérature spécialisée et les experts interrogés mettent en évidence que le système éducatif et les personnes qui y travaillent jouent un rôle capital dans la prévention et la lutte contre l'illettrisme. Selon les derniers résultats des recherches sur les compétences en lecture, il faut fixer un ordre des priorités et dégager les fonds nécessaires pour construire un système cohérent de mesures appropriées à la lutte contre l'illettrisme, à tous les degrés du système éducatif.

Développer une double stratégie de prévention et de lutte contre l'illettrisme

L'illettrisme doit être combattu par une double stratégie: parallèlement aux mesures préventives destinées aux enfants et aux adolescents (durant la scolarité obligatoire), d'autres mesures sont nécessaires pour combattre l'illettrisme à l'âge adulte. La prévention de l'illettrisme ou plutôt la promotion des compétences à manier le langage écrit doit commencer tôt dans la vie d'un individu. Il s'agit, dans une première étape, de mettre en place des conditions-cadres sociales qui permettent aux enfants de grandir à l'abri de la pauvreté et de la marginalisation, et à la population immigrée de s'intégrer à notre société. Des cours d'accès facile (centres de conseils et formations) peuvent sensibiliser les parents, toutes origines sociales confondues, à l'importance de l'apprentissage du langage et de la promotion de la lecture. Les enfants de langue étrangère méritent une attention particulière en matière de soutien linguistique, par la prise en compte de leur langue d'origine notamment. C'est au jardin d'enfants, que nombre d'entre eux découvrent le rôle du langage comme moyen de communication. Les enfants qui peinent à apprendre le langage écrit doivent être repérés

suffisamment tôt et soutenus de façon intégrative. Comme l'apprentissage de la lecture est plus qu'une simple technique, une initiation motivante à l'écrit et une approche ludique du langage doivent être mises en place à ce moment et poursuivies à l'école primaire. Les enseignants sont des modèles et peuvent éveiller et soutenir le goût de lire, mécanisme clé de la promotion de la lecture, par un enseignement varié et stimulant. Un enseignement défini selon des objectifs transparents, que les élèves devront avoir intégrés et par rapport auxquels ils seront évalués, les aidera à prendre confiance en leurs capacités d'apprentissage et en leurs compétences. Le développement des compétences à traiter les informations écrites doit être poursuivi au-delà des premières années de scolarité et ne pas être limité à certaines branches (enseignement de la langue parlée et écrite, par exemple) ou à certains types de cours de soutien (cours d'intégration destinés aux élèves de langue étrangère, par exemple). Les étapes sensibles du parcours scolaire étant les points de transition (le passage à la scolarité post-obligatoire, notamment), des mesures de soutien individualisées doivent être mises en place pour éviter que les adolescents ne soient exclus du système éducatif (ou pour en faciliter l'accès aux jeunes immigrés de fraîche date). Il s'agit également de mieux prendre en considération les résultats des recherches en sciences cognitives, éducatives, et de celles portant sur l'acquisition du langage et de la lecture dans la formation et le perfectionnement du corps enseignant afin que ce dernier puisse enrichir ses outils didactiques et méthodologiques et améliorer ses compétences à poser des diagnostics.

Les mesures de rattrapage et d'éducation destinées aux adultes doivent être d'accès facile et tenir compte du contexte de vie des participants. Une organisation et une évaluation professionnalisées doivent favoriser un développement qualitatif de l'offre de cours.

Prendre des mesures dans d'autres domaines

Il est également nécessaire de développer des dispositifs de lutte contre l'illettrisme concertés entre les politiques économique, de l'emploi, sociale, d'intégration, culturelle et dans les domaines associatifs et de la communication, et de les articuler avec les dispositifs du système éducatif. L'illettrisme étant un phénomène multidimensionnel et complexe, il s'agit de le prévenir et de le combattre sous le plus grand nombre d'angles possibles et par des approches diverses. Ces dispositifs doivent être évalués et actualisés en permanence.

La lutte contre l'illettrisme doit devenir une priorité politique, car le phénomène concerne une partie importante de la population (suisse et étrangère) et se répercute sur la société et l'économie en terme de compétitivité. Il faudrait concevoir une politique globale et concertée de lutte contre l'illettrisme regroupant tous les domaines politiques et sociaux en un réseau de partenariat doté d'un pouvoir décisionnel. Ce réseau pourrait comprendre:

- les Offices fédéraux de la culture (OFC), de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) ainsi que de l'éducation et de la science (OFES),
- toute institution liée aux questions familiales, sociales et d'intégration à l'échelon fédéral,
- la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP),
- les organisations du corps enseignant,
- les organismes et associations faîtières engagés de longue date dans la lutte contre l'illettrisme,
- les universités, les hautes écoles pédagogiques et d'autres hautes écoles spécialisées,
- les partenaires sociaux.

Ce réseau pourrait être organisé autour d'un observatoire de l'illettrisme doté d'un secrétariat scientifique. L'observatoire aurait pour objectif de définir des axes de recherche dans le domaine de l'illettrisme, d'échanger des informations et des expériences pertinentes et d'évaluer les dispositifs mis

en place. Il fournirait ainsi au monde politique des informations scientifiques pertinentes servant à la prise de décision et contribuerait à professionnaliser la prévention et la lutte contre l'illettrisme.